

Réduire la pauvreté : un vrai projet de société !

Centraide du Grand Montréal invite les formations politiques à s'engager à prendre des mesures concrètes pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Dans un [article](#) paru dans *La Presse+* à la fin août, un seul des quatre chefs de parti a été en mesure d'estimer avec suffisamment d'exactitude le pourcentage des Québécois et Québécoises vivant sous le seuil de la pauvreté, actuellement à plus de 11 % (source : Institut de la statistique du Québec).

Cela illustre à quel point la lutte contre la pauvreté devrait davantage être prise en compte par nos leaders politiques. En effet, plus d'une personne sur dix doit y faire face au quotidien. Il y a urgence d'agir. Immédiatement. Concrètement. Véritablement.

Le Grand Montréal est particulièrement touché : 21,3 % de sa population vit en contexte de pauvreté (source : Statistique Canada). Près de 615 000 individus, soit 53 % de toutes les personnes vivant avec de faibles revenus au Québec résident dans le Grand Montréal. Les femmes cheffes de familles monoparentales et les nouveaux arrivants sont particulièrement touchés. Par conséquent, pas moins de 130 000 enfants et jeunes grandissent dans la pauvreté. S'il est vrai que nous sommes dans une période économique favorable, le taux de travailleurs pauvres, lui, demeure élevé. Selon une [étude](#) de l'Institut national de la recherche scientifique, dans le Grand Montréal, 40 % des personnes qui vivent dans la pauvreté travaillent. L'emploi, à lui seul, n'assure donc plus une sortie de la pauvreté.

En 2015, un [sondage CROP](#) réalisé pour *La Presse* révélait que le projet politique qui faisait le plus rêver les Québécois et Québécoises était l'élimination de la pauvreté. En plus d'être l'aspiration de la population, un tel projet serait économiquement rentable, puisque les experts estiment le coût de la pauvreté au Québec à plus de 15 milliards de dollars (source : Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale).

Alors, pouvons-nous vraiment nous payer le luxe d'ignorer ces enjeux qui engendrent aussi de la détresse humaine, du désarroi et de l'isolement ?

Le Québec pourrait s'inspirer des pratiques innovantes de plusieurs autres pays, sans oublier qu'il y a quelques semaines, le gouvernement fédéral lançait sa nouvelle stratégie intitulée [Une chance pour tous](#) et se donnait pour objectif de réduire la pauvreté au Canada de 20 % d'ici 2020 et de 50 % d'ici 2030. Cette cible, certes ambitieuse, est atteignable, mais seulement si, tous ensemble – les trois paliers gouvernementaux et la société civile –, nous déployons les ressources et les énergies nécessaires pour y arriver.

Centraide du Grand Montréal est engagé jour après jour dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Grâce à l'appui de dizaines de milliers de donateurs et donatrices, d'entreprises, de syndicats et d'institutions, nous soutenons des initiatives novatrices dans les quartiers, des organismes communautaires performants et des projets concrets dans lesquels des citoyennes et citoyens s'investissent. Nous collaborons avec tous les acteurs qui mettent l'épaule à la roue pour permettre à chacun d'avoir sa chance et de vivre dans la dignité.

Nous interpellons donc aujourd'hui les partis politiques : vous qui aspirez à diriger le Québec, comment entendez-vous contribuer à ce grand chantier dont vous serez le maître d'œuvre, ce projet de société qu'est la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ?

Nathalie Bernier
Présidente du conseil d'administration de Centraide du Grand Montréal

Lili-Anna Pereša, C.Q.
Présidente et directrice générale de Centraide du Grand Montréal